



Une lecture subversive de l'Histoire

Les Mythes de l'Histoire moderne

Par [Dr. Jacques R. Pauwels](#)

Mondialisation.ca, 24 février 2020

[Vrij Nederland](#) 26 novembre 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

La science historique ne nous fournit pas une image définitive de "comment ça s'est vraiment passé". Elle est une pratique perpétuelle d'interprétation de faits et de sources, de déconstruction et de révisionnisme. Machiavel déjà savait que la lutte pour l'interprétation est un combat politique.

*L'auteur et historien **Jacques Pauwels** (Gand,1946), qui travaille principalement au Canada, s'empresse d'ajouter, dans le sillage de Marx, que ce sont surtout les puissants de la terre qui réussissent à imposer leur version de l'Histoire. C'est ce qu'il avait illustré de manière saisissante dans son précédent ouvrage *Big Business avec Hitler*(2013), avec l'exemple du soixantième anniversaire du débarquement des troupes en Normandie. A cette occasion la télévision américaine passait sans arrêt des publicités de General Motors où l'entreprise automobile s'auto-encensait comme pourvoyeuse d'armes aux troupes alliées. Les spots ne mentionnaient évidemment pas que l'entreprise fournissait également à l'Allemagne nazie toutes sortes de marchandises liées à la guerre. Par ailleurs ce débarquement, selon Pauwels, visait en fin de compte à empêcher l'Union Soviétique d'emporter la plus grosse part du gâteau - et non pas, comme le veut le mythe de la "bonne guerre", à restaurer en Europe les idéaux de liberté, de droit et de démocratie. C'est contre ce type d'enseignement de l'Histoire imprégné des intérêts de classe mais devenu conventionnel, que Pauwels s'insurge dans [Les Mythes de l'histoire moderne](#).*

Echange d'idées entre *Vrij Nederland* et l'historien belgo-canadien à propos de quelques idées fausses historiques très répandues et des moteurs de l'Histoire.

Monsieur Pauwels, dans votre ouvrage vous citez des militants comme Howard Zinn, Noam Chomsky en Michael Parenti. Cependant votre récent ouvrage est en fait dédié à une personnalité moins connue mais particulièrement intéressante, le philosophe et historien italien Domenico Losurdo (1941-2018). Pouvez-vous nous en dire plus sur sa vision et dans quelle mesure vous lui êtes redevable pour les idées de votre livre ?

Domenico Losurdo était professeur à l'Université d'Urbino et il est décédé brutalement l'an dernier. J'ai fait sa connaissance il y a une dizaine d'années via le traducteur italien de mes livres. Ses nombreux écrits ont eu une grande influence sur moi. C'était un spécialiste de la philosophie allemande du XIXème siècle, avec une vision marxiste large, originale, non dogmatique de l'Histoire. Pas seulement de l'Allemagne mais de l'Europe et du monde entier. Son oeuvre règle leur compte à une foule de malentendus sur d'importants thèmes historiques tels que les Révolutions américaine et française, la montée du libéralisme,

l'impérialisme, la lutte des classes, la Révolution d'octobre, le fascisme, les deux guerres mondiales, Gandhi et la non-violence. Ses idées m'ont incité à écrire *Les Mythes de l'histoire moderne*, qui pourrait être qualifié de "losurdien". Le lecteur de mon livre qui s'intéresse à cette problématique aura sans doute envie lui-même de consulter Losurdo. Hélas à ma connaissance il n'y a jusqu'à présent que peu de traductions de ses livres en français, en néerlandais, en anglais et en allemand.

Vous démarrez votre livre avec la réhabilitation d'une figure que d'aucuns honnissent, Maximilien de Robespierre, vous dites que sous sa direction la cause de la démocratie a pris son essor. Pouvez-vous nous l'expliquer plus précisément ?

La Révolution française fut un premier pas en direction d'un idéal toujours loin d'être réalisé, celui d'une communauté démocratique. En d'autres termes : un "Etat" où les gens ordinaires participent à la politique, par exemple via des élections, et qui leur offre aussi certains services "sociaux" comme un enseignement gratuit. A cet égard la Révolution française a fourni une prestation énorme dans sa phase radicale, lorsque Robespierre était au pouvoir. C'est sous son égide que fut aboli l'esclavage, une des institutions les plus antidémocratiques de l'Histoire mondiale. Mais cette mesure fut mal accueillie par la grande bourgeoisie. Ces Messieurs-Dames étaient "d'esprit très libéral" et donc partisans de la liberté (du moins en théorie), mais ils considéraient les esclaves comme une forme de la propriété privée, donc intouchable. Ils trouvaient aussi épouvantable que Robespierre veuille introduire le suffrage universel. Cette innovation démocratique ne plaisait guère. C'est pourquoi ils l'ont renversé par un coup d'Etat. Parce qu'il était trop démocratique et qu'une vraie démocratie n'est pas dans l'intérêt de la grande bourgeoisie, minorité démographique. Mais cela ne pouvait naturellement pas se dire à haute voix. On prétendit donc que la bourgeoisie souhaitait mettre un terme aux effusions de sang, à la terreur, au traitement impitoyable des contre-révolutionnaires par Robespierre. C'est ce qu'on trouve aujourd'hui encore dans la plupart des livres d'Histoire. Pas un mot sur l'abolition de l'esclavage par Robespierre, pour laquelle il mérite en fait d'avoir sa statue au milieu de la Place de la Concorde à Paris. Silence aussi sur le fait que Napoléon, parvenu au pouvoir après la mort de Robespierre pour défendre les intérêts de la haute bourgeoisie, non seulement a réintroduit l'esclavage mais qu'avec ses nombreuses guerres, il a fait couler bien plus de sang que la terreur de Robespierre.

"To make the world safe for democracy", c'est ainsi que le président Woodrow Wilson motiva sa décision de faire entrer les Américains dans la guerre en 1917. Dans votre livre vous argumentez que pour la Première Guerre mondiale il s'agissait plutôt d'une guerre contre la démocratie.

En avril 1917 Wilson déclara la guerre à l'Allemagne parce que Wall Street le voulait. Et Wall Street le voulait parce qu'il semblait alors que sans l'aide des Américains, les Britanniques et leurs alliés allaient perdre la guerre et ne pourraient jamais rembourser les montants colossaux qu'ils avaient empruntés auprès des banques américaines, ce qui eût été une catastrophe pour Wall Street. Mais cela ne pouvait pas se dire au public américain, et Wilson exhiba donc l'alibi d'une guerre pour la démocratie. En réalité il s'agissait bien d'une guerre pour les profits, les profits de Wall Street. En plus c'était aussi une guerre *contre* la démocratie. Aux Etats-Unis régnait alors une pauvreté navrante - tout comme aujourd'hui du reste - et le peuple était inquiet, voire révolté. La situation de guerre fournissait une excuse parfaite pour durcir le ton avec ces enqueteurs. Et en effet le président Wilson, ce prétendu démocrate, s'est largement servi de la guerre pour faire voter en douce des lois

répressives et non démocratiques, lois qui n'ont d'ailleurs jamais été abrogées complètement.

Vous balayez également le poncif : “Hitler lui aussi a été élu démocratiquement”, sempiternellement utilisé pour mettre en garde contre la participation au pouvoir de toutes sortes de partis radicaux.

Hitler n'a jamais remporté une majorité des voix aux élections générales. Son parti, le NSDAP, devint le plus grand parti d'Allemagne après les élections de l'été 1932, mais il ne disposait pas d'une majorité parlementaire ... une coalition d'autres partis aurait pu constituer un gouvernement. Et au cours des nouvelles élections de novembre la même année, le NSDAP perdit beaucoup de voix et donc de sièges au Reichstag. Les communistes, eux, progressèrent électoralement. Ce qui suscita auprès des banquiers, industriels, grands propriétaires fonciers de la noblesse, généraux et autres membres de l'élite la crainte qu'un gouvernement de type front populaire n'arrive au pouvoir. Pour empêcher cela, des riches et des puissants se mirent à comploter en coulisses. Résultat ? Contre toute logique parlementaire, le président Hindenburg choisit Hitler pour diriger un gouvernement de coalition, afin que tous ses partenaires conservateurs gardent le contrôle.

C'est de cette manière absolument non démocratique que Hitler devint chancelier. Les nazis parlèrent d'une *Machtergreifung* comme si Hitler était arrivé au pouvoir par ses propres forces. Mais en réalité le pouvoir lui fut donné par l'élite allemande sur un plateau d'argent et on ferait mieux de parler d'une *Machtübertragung*.

Napoléon et Hitler sont généralement représentés comme des individus exceptionnels qui ont modifié le cours de l'Histoire de leur propre chef. Dans votre lecture de l'Histoire, ils apparaissent plutôt comme des pions.

L'historiographie conventionnelle reste encore fidèle à la conception du XIX^{ème} siècle selon laquelle de grandes personnalités – tant les méchants comme Hitler que les héros comme Churchill – déterminent le cours de l'Histoire. En réalité les facteurs économiques et sociaux sont décisifs. Prenons Napoléon. Napoléon Bonaparte représentait la grande bourgeoisie française désireuse de freiner la radicalisation de la Révolution et la démocratisation, développements dont Robespierre était l'incarnation et la figure de proue. Le dictateur Napoléon fut encore capable de soumettre le peuple aux quatre volontés de l'élite économique. De manière analogue les élites allemandes permirent à un certain Adolf Hitler d'arriver au pouvoir en 1933 afin qu'il défende leurs intérêts, ce qu'il exécuta avec zèle jusqu'au bout. Avec son programme d'armement, avec sa guerre, comme je le montre dans mon livre. Mussolini non plus n'était pas du tout un self-made man, ainsi que le présentent encore beaucoup trop d'historiens, mais un instrument. Un pion de l'élite du pays qui lui aussi choisit la dictature plutôt que la démocratie. Pas étonnant. Les intérêts économiques et sociaux de l'élite sont mieux servis par une dictature que par une démocratie, système où grâce au suffrage universel la “masse” populaire peut potentiellement imposer sa volonté à la minorité démographique qu'est en fait cette élite.

Les Etats-Unis projetaient depuis longtemps d'attaquer le Japon et ils ont profité de l'attaque sur Pearl Harbor comme casus belli. Les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki étaient essentiellement destinés à imposer leur volonté aux Soviétiques. Et vous doutez même que les Américains seraient jamais entrés en guerre contre l'Allemagne si Hitler ne leur avait pas déclaré la guerre. Vous n'y allez pas de main morte s'agissant du grand mythe des Américains entrant en

lutte de manière désintéressée pour la liberté, la démocratie et les droits humains. Aujourd'hui aussi on peut difficilement soutenir que les US soient les gardiens de l'ordre international. Mais le cap America First de Trump qui promeut ouvertement les intérêts américains semble avoir mis un terme à la façade de leadership moral. Qu'en pensez-vous ?

Ici aussi nous devons tenir compte du fait que trop d'historiens et de journalistes surestiment fortement le rôle des personnalités et accordent trop peu d'attention à l'importance des systèmes, des systèmes socio-économiques. Aujourd'hui tout le monde critique Trump. Mais les précédents présidents, pas seulement George W. Bush mais aussi Barack Obama, n'étaient pas mieux. Le coeur du problème c'est l'impérialisme américain – le capitalisme américain sous sa forme internationale, mondiale, agressive et en même temps hypocrite – qui ne fait preuve d'aucun souci pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. Partout dans le monde, l'impérialisme cherche à imposer sa volonté au bénéfice des grandes banques et entreprises américaines, par exemple les trusts pétroliers et les fabricants d'armes. A l'encontre de toutes les règles du droit international, l'impérialisme américain veut éliminer politiquement ou physiquement les gouvernements récalcitrants et leurs dirigeants; ça s'appelle *Regime change*, imposer à ces pays des sanctions illégales et souvent les écraser sous les bombes. Tous les récents présidents, chacun à sa manière, ont été au service de cet impérialisme, Obama aussi. Sous Trump l'impérialisme américain est plus agressif et plus dangereux que jamais, mais il serait faux d'attribuer tous ces désagréments à l'homme personnellement. Le problème, c'est l'impérialisme américain ... mais nos médias et historiens s'intéressent peu ou pas du tout à ce système, on dirait qu'il n'existe pas. Ils se focalisent encore et toujours sur les dirigeants, les présidents, aujourd'hui sur Donald Trump. Le coeur du problème, on n'en parle pas.

Dans votre livre vous détricotez de façon convaincante la rhétorique idéaliste libérale par laquelle l'historiographie occidentale enjolive souvent les intérêts économiques et géostratégiques. Mais les slogans anti-impérialistes et émancipateurs des Soviétiques ne dissimulaient-ils pas eux aussi la poursuite de l'antique ambition russe de puissance et d'expansion territoriale ?

La Russie tsariste d'avant 1917 aspirait à une expansion territoriale comme toutes les puissances impérialistes de l'époque. La révolution bolchevique d'octobre a apporté un changement radical à cet égard. Lénine et les bolcheviques étaient partisans du droit à l'autodétermination des peuples, notamment des nombreux peuples de l'empire tsariste comme les Polonais, les Baltes et les Finlandais. Mais tout comme ils voulaient une Russie socialiste, Lénine & Co espéraient que ces peuples poursuivraient des objectifs socialistes. C'est pourquoi, dans les pays baltes et ailleurs, ils soutinrent non pas les éléments "blancs", capitalistes, contre-révolutionnaires, antibolcheviques et anti-russes qui visaient une indépendance totale de Moscou, mais les éléments "rouges" révolutionnaires qui voyaient leur intérêt dans une forme d'autonomie au sein du nouvel état socialiste fédéral créé par les bolcheviques, l'Union Soviétique. (En Finlande et dans les pays baltes ces "rouges" étaient très nombreux, mais les médias occidentaux les passent sous silence). C'est ainsi qu'après la Première Guerre mondiale, l'Ukraine est devenue une "république soviétique" au sein de l'Union Soviétique. Après la Deuxième Guerre mondiale, il s'est passé la même chose avec les états baltes. Les partisans "blancs" de l'indépendance y avaient triomphé après la Première Guerre mondiale grâce au soutien militaire des Alliés occidentaux. Par la suite, les "rouges" partisans de l'autonomie au sein de l'URSS ont triomphé grâce à l'appui de l'Armée Rouge. Mais la Pologne et la Finlande devinrent indépendantes et Moscou l'a

accepté. La Pologne a aussi profité de la guerre civile faisant rage en Russie pour accaparer une partie de la Russie Blanche et de l'Ukraine, et cela, Moscou ne l'a pas accepté. Ce territoire connu comme "Pologne orientale" allait être récupéré temporairement en 1939-1941 et définitivement après la Deuxième Guerre mondiale. (Si on veut appeler cela "expansion territoriale", il faudra aussi qualifier d'expansion territoriale la récupération par la France de l'Alsace-Lorraine). En ce qui concerne la Finlande, pendant la Deuxième Guerre mondiale ce pays était cobelligérant de l'Allemagne nazie lors de l'invasion de l'URSS en 1941. En 1945 les Soviétiques auraient facilement pu occuper et annexer la Finlande vaincue, mais ils ne l'ont pas fait. Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'Union Soviétique apparaissait comme le grand vainqueur, ce pays n'a du reste pas non plus acquis de nouveaux territoires ailleurs, à l'exception d'un morceau relativement petit de l'ancienne Prusse orientale allemande. Même au sommet de sa puissance, en 1945, l'Union Soviétique a donc peu ou pas du tout manifesté d'ambitions d'expansion territoriale.

Du côté de la droite, on incrimine souvent la bulle gauchiste dans laquelle se trouveraient les médias et l'enseignement. Vous dites, au contraire, que les petites leçons d'Histoire nous sont délivrées principalement par les médias et l'industrie cinématographique, qui sont aux mains des riches de la planète. L'information qu'ils nous présentent comme impartiale a surtout pour but de défendre le statu quo et les privilèges des puissants. Comment voyez-vous ce rapport de forces ?

Dans notre prétendue civilisation occidentale, chacun ou chacune est libre d'exprimer son opinion, de faire connaître au monde sa vision de l'Histoire. Mais à cet égard, chacun ne bénéficie pas de la même liberté. Certains parlent d'une voix beaucoup plus forte, ils bénéficient d'une immense liberté pour exprimer leur opinion - et pour être entendus. Ce sont les super-riches, les gens que l'on désigne parfois collectivement comme le "1%". Ils possèdent les médias qui apportent l'Histoire aux gens, notamment via des productions hollywoodiennes et des documentaires télé. Les super-riches réécrivent l'Histoire et ils n'ont qu'un seul grand message, à savoir qu'ils ont acquis leur richesse par leur talent, leur persévérance, leur volonté et bien sûr aussi par leur dur labeur, que le progrès en direction de la démocratie et du bien-être leur doit tout, et qu'inversement de gros problèmes ont surgi. Surtout sous forme de guerres et de révolutions. Par la faute de leurs ennemis jaloux. L'Amérique est La Mecque des super-riches, et cela ne nous surprend donc pas si l'industrie américaine du film propage avec zèle - et avec succès ! - ce genre de représentations historiques. Dans des films disposant de gros budgets et qui reçoivent souvent d'importantes aides financières et autres du Pentagone, de la CIA, etc., l'Amérique est toujours et encore présentée comme le champion altruiste de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme. Les salauds sont naturellement les nazis, mais aussi les Soviétiques, les arabes et les musulmans en général, les révolutionnaires latino-américains, et j'en passe. Ce genre de films est aussi apprécié par des "experts", encensé dans les médias et couronné aux Oscars. Celui qui, comme moi, présente l'Histoire d'une manière totalement différente, ne peut escompter de tels soutiens. Bien au contraire.

Vous détestez aussi l'enseignement de l'Histoire dans lequel capitalisme et démocratie sont présentés comme une entité jumelle organique. Selon vous, la célèbre formule de Max Horkheimer, fondateur de l'École de Francfort, est-elle toujours valable ? : "Celui qui parle du fascisme sans parler du capitalisme ferait mieux de se taire".

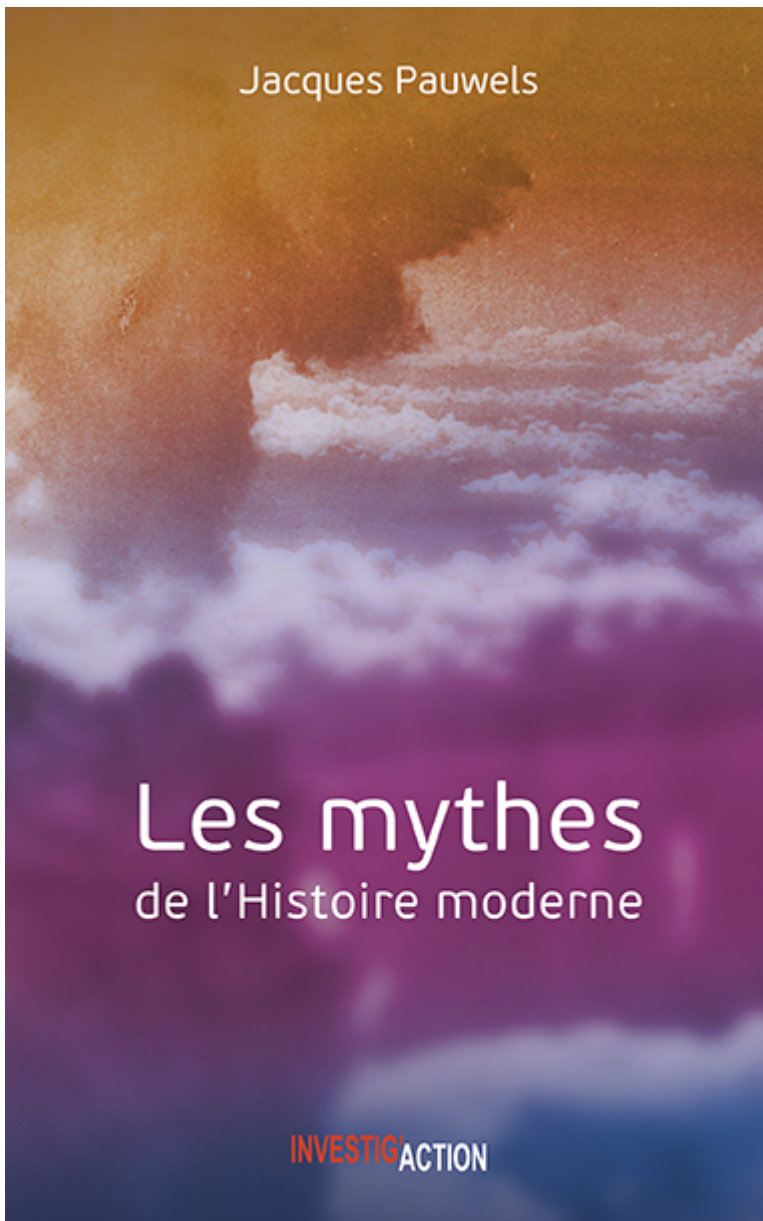
Horkheimer avait raison, et il a encore toujours raison. Le fascisme - y compris la variante

allemande d'Hitler, le nazisme – était et est une forme d'apparition du capitalisme. Le capitalisme n'est pas issu d'une société démocratique, ce n'est pas un fruit de l'arbre démocratique. D'ailleurs le capitalisme encore juvénile du XIXème siècle n'a pas salué avec joie la montée de la démocratie, bien au contraire. La démocratie était associée à l'ennemi du capitalisme : le mouvement ouvrier, le socialisme. En France par exemple, le capitalisme s'est senti chez lui sous la dictature de Napoléon III. Et en Allemagne, il a prospéré sous Bismarck, le "chancelier de fer" et aussi sous l'empereur hautement antidémocratique Guillaume II. Après la chute de ce dernier en 1918 est née la République de Weimar, Etat que les banquiers et industriels du Reich ne manquaient pas de mépriser. Précisément parce qu'il s'agissait d'une démocratie où les gens ordinaires – y compris le monde ouvrier – avaient leur mot à dire. Les capitalistes allemands rêvaient d'un nouvel "homme fort" comme Bismarck, un chef qui mènerait le peuple à la baguette et apprendrait à vivre à la racaille de gauche. Ils ont donc mené au pouvoir ce genre de dirigeant, Hitler. Sous son régime – incorrectement dénommé "national-socialisme" ! – le capitalisme a prospéré comme jamais auparavant. Ailleurs aussi les capitalistes (avec la collaboration des grands propriétaires fonciers, des hauts cadres militaires *e tutti quanti*) ont mis des fascistes au pouvoir, comme Mussolini en Italie. Le capitalisme a secrètement déploré la chute des régimes fascistes "classiques" et le retour de la démocratie en 1945. Et la préférence durable des capitalistes pour les régimes fascistes après 1945 s'est marquée dans la tolérance à Franco en Espagne, dans la collaboration à l'instauration de régimes néofascistes comme celui de Pinochet, ainsi que dans le soutien actif aux néonazis qui prospèrent en Ukraine.

Vous écrivez aussi que le socialisme des soviets réellement existant a été harcelé dès le début par une hostilité intérieure et étrangère, ce qui l'a inévitablement rendu plus funeste et moins efficace. Des circonstances historiques spécifiques jouent indubitablement un rôle essentiel, mais de telles affirmations ne sont-elles pas trop souvent utilisées pour dédouaner l'idéologie elle-même ?

Le socialisme des soviets a effectivement été agressé dès le début par des ennemis intérieurs et étrangers, ce qui l'a inévitablement rendu plus sombre et répressif. Il en va de même pour tout pays qui est menacé ou se sent menacé. En France et en Grande-Bretagne, pendant la Première Guerre mondiale, les gouvernements supposés démocratiques sont devenus autoritaires et intolérants à l'égard des pacifistes, des socialistes et de diverses minorités. Le règne de Georges Clemenceau et David Lloyd-George a suscité des dictatures de facto que des historiens comme Losurdo décrivent à juste titre comme (proto)totalitaires. De manière similaire, aux Etats-Unis, le président Woodrow Wilson a promulgué des lois draconiennes. Chacun reconnaît que cette situation était hautement déplaisante, mais cependant compréhensible voire justifiée, en un sens. Et personne ne va imaginer que de telles affirmations sont issues d'une intention secrète de "dédouaner" l'idéologie libérale-démocratique dominante en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. En Union Soviétique la menace intérieure et surtout extérieure a été infiniment plus durable et plus importante qu'en France, Grande-Bretagne ou Etats-Unis, et rien que de 1941 à 1945 elle a réclamé près de 30 millions de victimes. Après quoi le pays a été menacé de bombardements atomiques massifs. Dans ce cas on peut donc avancer l'argument de la menace sans éveiller le soupçon de vouloir ainsi dédouaner l'idéologie régnante. Il faut aussi se dire que cette même idéologie, le communisme, régnait également en Yougoslavie au temps de la Guerre froide. Mais contrairement à l'URSS, ce pays n'a pas été menacé, et c'est ce qui explique que le système n'y fut pas du tout "funeste et répressif".

Jacques Pauwels, Les Mythes de l'histoire moderne, Investig'Action, 2019, 334 p., 18€ (ISBN 978-2930827230)



[Les Mythes de l'Histoire moderne : boutique en ligne de Investig'action](#)

Source originale: [Vrij Nederland](#)

Traduction du néerlandais : Anne Meert pour [Investig'Action](#)

La source originale de cet article est [Vrij Nederland](#)
Copyright © [Dr. Jacques R. Pauwels](#), [Vrij Nederland](#), 2020

Articles Par : **Dr. Jacques R. Pauwels**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca